

Pesticides : non à la diminution des zones de non-traitement



Pesticides : non à la diminution des zones de non-traitement

En pleine crise sanitaire, plutôt que d'appliquer le principe de précaution et de faire respecter les distances minimales prévues par l'arrêté ministériel du 27 décembre 2019, le ministère de l'Agriculture vient d'autoriser la réduction des distances de non-traitement par produits phytosanitaires et d'épandages.

Le prétexte invoqué est la difficulté à mener en période de confinement la concertation prévue sur les projets de charte d'engagement des utilisateurs au niveau départemental. Ces zones de non-traitement entre les parcelles traitées et les lieux d'habitation, de travail et les bâtiments publics, ont été fixées par cet arrêté à 5, 10 ou 20 mètres selon les cultures et les produits employés.

Ces distances, déjà tout à fait insuffisantes pour protéger les riverains des pesticides, peuvent être réduites à 3 ou 5 mètres jusqu'au 30 juin, sur simple déclaration à la Préfecture.

Bien Vivre dans le Gers demande à Madame la Préfète de ne pas autoriser la diminution des zones de non-traitement et de faire respecter les distances prévues par l'arrêté du 27 décembre 2019, ainsi que l'interdiction de traitement par vent de plus de 10 km/heure et l'interdiction de tout traitement par voie aérienne.

Bien Vivre dans le Gers rappelle son opposition aux traitements phytosanitaires et demande leur interdiction au niveau national. La toxicité des pesticides pour la santé des habitants, pour la qualité de l'air et de l'eau, est démontrée.

Pour protéger la population et lui garantir une alimentation de qualité, notre association demande l'interdiction des pesticides de synthèse.